

Grève le mardi 24 novembre 2009

Madame, Monsieur,

Un sondage mené en septembre dernier par BVA, auprès des parents d'élèves, dit clairement leurs désaccords face aux réformes de l'école mises en œuvre par le gouvernement actuel. A la question sur l'intérêt des réformes pour les élèves : 51% des parents répondent qu'ils ne sont pas en accord avec celles-ci quand seulement 34 % sont satisfaits.

Aujourd'hui, la politique gouvernementale en matière de services publics et en particulier de service public d'éducation ne correspond aux attentes ni de la population ni des enseignants : comment accepter la réduction du nombre de postes de fonctionnaires ?

Car les 16.000 postes en moins annoncés pour le budget 2010 aggravent encore les conditions d'accueil et de travail de nos élèves, de vos enfants.

Déjà, en supprimant les RASED, le gouvernement a démantelé le service public d'aide aux enfants en difficultés scolaires. En refusant de remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le gouvernement condamne nos enfants à étudier dans des classes aux effectifs surchargés et à l'encadrement insuffisant pour assurer une éducation de qualité. Dans certaines académies, les enfants en âge d'être scolarisés en petite section ne sont plus accueillis faute de place ! Leurs parents n'ont d'autres solutions que de se tourner vers des modes de garde payants !

L'objectif de ces réformes est clair : réduction de la dépense de l'Etat et marchandisation des services publics.

Les choix budgétaires se font au détriment du service public et conduisent à la privatisation du système et à une gestion managériale des personnels.

Nous refusons le démantèlement de l'école publique, nous réclamons le développement des services publics et le maintien des postes de l'Education Nationale.

C'est pourquoi, afin de défendre les intérêts de vos enfants et de l'école, je serai en grève mardi 24 novembre 2009.

Grève le mardi 24 novembre 2009

Madame, Monsieur,

Un sondage mené en septembre dernier par BVA, auprès des parents d'élèves, dit clairement leurs désaccords face aux réformes de l'école mises en œuvre par le gouvernement actuel. A la question sur l'intérêt des réformes pour les élèves : 51% des parents répondent qu'ils ne sont pas en accord avec celles-ci quand seulement 34 % sont satisfaits.

Aujourd'hui, la politique gouvernementale en matière de services publics et en particulier de service public d'éducation ne correspond aux attentes ni de la population ni des enseignants : comment accepter la réduction du nombre de postes de fonctionnaires ?

Car les 16.000 postes en moins annoncés pour le budget 2010 aggravent encore les conditions d'accueil et de travail de nos élèves, de vos enfants.

Déjà, en supprimant les RASED, le gouvernement a démantelé le service public d'aide aux enfants en difficultés scolaires. En refusant de remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, le gouvernement condamne nos enfants à étudier dans des classes aux effectifs surchargés et à l'encadrement insuffisant pour assurer une éducation de qualité. Dans certaines académies, les enfants en âge d'être scolarisés en petite section ne sont plus accueillis faute de place ! Leurs parents n'ont d'autres solutions que de se tourner vers des modes de garde payants !

L'objectif de ces réformes est clair : réduction de la dépense de l'Etat et marchandisation des services publics.

Les choix budgétaires se font au détriment du service public et conduisent à la privatisation du système et à une gestion managériale des personnels.

Nous refusons le démantèlement de l'école publique, nous réclamons le développement des services publics et le maintien des postes de l'Education Nationale.

C'est pourquoi, afin de défendre les intérêts de vos enfants et de l'école, je serai en grève mardi 24 novembre 2009.